

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/33/298
18 octobre 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session
Point 70 de l'ordre du jour

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE
AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 3	2
II. COOPERATION AVEC LES ETATS MEMBRES	4 - 10	3
III. COOPERATION AVEC LES COMMISSIONS REGIONALES ...	11 - 15	4
IV. SYNTHESE DES DOCUMENTS NATIONAUX ET REGIONAUX : ELABORATION DE L'AVANT-PROJET ET DU PROJET DE PROGRAMME D'ACTION	16 - 19	5
V. COOPERATION AVEC DIVERS SERVICES DU SECRETARIAT DE L'ONU, L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE ET D'AUTRES ORGANISMES ET PROGRAMMES INTERESSES DES NATIONS UNIES	20 - 28	6
VI. COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS INTER- GOUVERNEMENTALES EXTERIEURES AU SYSTEME DES NATIONS UNIES	29 - 32	8
VII. COOPERATION AVEC LES MILIEUX SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	33 - 37	9
VIII. LA SCIENCE, LA TECHNIQUE ET L'AVENIR (POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA CONFERENCE)	38 - 39	10
IX. CONCLUSION	40 - 41	11

ANNEXE

Résolutions relatives à la poursuite des préparatifs adoptées au cours de la deuxième série de réunions préparatoires régionales organisées en vue de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement

I. INTRODUCTION

1. Par sa résolution 32/115 du 15 décembre 1977, l'Assemblée générale a pris acte du rapport du Secrétaire général sur l'application de sa résolution 31/184 (A/32/230 et Add.1 à 3 et Add.4/Rev.1), et a prié celui-ci de lui présenter, lors de sa trente-troisième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport analytique complet sur l'état d'avancement des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement.
2. Le Conseil économique et social, par sa résolution 1978/70 du 4 août 1978, a pris acte du rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement des préparatifs de la Conférence, présenté au Conseil à sa seconde session ordinaire de 1978 (E/1978/82).
3. Le présent document met à jour les renseignements contenus dans le rapport présenté au Conseil économique et social et donne une vue d'ensemble des mesures prises en préparation de la Conférence, dont on trouvera le détail dans les documents d'information A/CONF.81/INF.2, 3 et 4 ainsi que dans leurs versions révisées.

II. COOPERATION AVEC LES ETATS MEMBRES

4. Au 30 septembre 1978, 134 pays - dont 100 pays en développement - avaient fait savoir qu'ils avaient désigné des points de convergence, chargés de surveiller et de coordonner à l'échelon national les préparatifs de la Conférence, y compris la rédaction des documents nationaux (voir A/CONF.81/INF.2/Rev.5).
5. Au 30 septembre, 104 documents et résumés nationaux avaient été reçus, représentant au total quelque 5 000 pages de texte. Les 30 pays classés par l'Assemblée générale dans la catégorie des pays en développement les moins avancés ont déjà présenté ou annoncé 27 documents au total.
6. Le secrétariat de la Conférence a fourni aux gouvernements les services de conseillers techniques afin de les aider dans les préparatifs nationaux de la Conférence. Au 30 septembre, une soixantaine de conseillers avaient été envoyés en mission; une liste détaillée des missions est présentée dans le document d'information A/CONF.81/INF.4.
7. Le Conseil économique et social a noté, à sa première session ordinaire de 1978, que l'ampleur des services d'experts nécessaires à l'établissement des documents nationaux avait dépassé de beaucoup les prévisions initiales. En conséquence (résolution 1978/4 du 4 mai 1978), le Conseil a considéré qu'il était essentiel que "des fonds suffisants soient mis à la disposition de la Conférence pour répondre aux demandes d'assistance présentées par les pays en développement pour l'élaboration des documents nationaux". Ainsi, le secrétaire général de la Conférence a pu continuer à fournir les services d'experts demandés par les pays.
8. Afin de favoriser la participation de représentants des pays en développement aux réunions et séminaires, un certain nombre d'organisations de pays développés ont fourni des subventions supplémentaires de voyage. En outre, le secrétariat a prêté son concours aux pays développés qui ont offert les services de conseillers en vertu d'accords bilatéraux, en organisant des réunions d'information au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour préparer ces conseillers à leur mission.
9. Par ailleurs, les représentants résidents du Programme des Nations Unies pour le développement ont, au nom du secrétariat de la Conférence, apporté leur collaboration aux gouvernements, aux points de convergence et aux autres responsables de la coordination des préparatifs nationaux.
10. L'exécution du programme de séminaires et autres réunions établi par le secrétariat de la Conférence a été menée à bonne fin avec la participation des commissions régionales, de divers organes du système des Nations Unies et d'autres organisations, conformément aux recommandations formulées au paragraphe 5 de la résolution 2035 (LXI) du Conseil économique et social. Ces séminaires et réunions se sont avérés si fructueux que les gouvernements ont recommandé, afin de maintenir le rythme des activités préparatoires, de libérer des fonds pour permettre la prolongation du programme (voir plus loin, par. 15).

III. COOPERATION AVEC LES COMMISSIONS REGIONALES

11. Comme le secrétaire général de la Conférence a souligné lors des réunions régionales, les commissions régionales ont fait le maximum pour organiser deux séries de réunions et établir les documents régionaux demandés par le Comité préparatoire, en dépit de sérieux obstacles tenant au manque de temps et à l'insuffisance des ressources disponibles.

12. La deuxième série de réunions préparatoires régionales s'est déroulée comme suit :

Commission économique pour l'Europe (CEE)	Bucarest, du 26 au 30 juin
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)	Bangkok, du 17 au 21 juillet
Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL)	Panama, du 16 au 21 août
Commission économique pour l'Afrique (CEA)	Le Caire, du 24 au 29 août
Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO)	Amman, du 12 au 14 septembre

13. A Amman, à Bangkok, à Bucarest et au Caire, les représentants des Etats membres des commissions régionales ont recommandé des mesures qui, jointes à celles proposées dans les documents nationaux, fourniront la matière du Programme d'action qui sera élaboré par le Comité préparatoire à sa troisième session. En outre, les documents présentés aux réunions régionales seront révisés en fonction des discussions intervenues lors de ces réunions, pour être soumis au Comité préparatoire, puis à la Conférence elle-même 1/.

14. Les participants à la réunion régionale pour l'Amérique latine, organisée à Panama, ont décidé de se réunir à nouveau en novembre/décembre 1978 pour mettre la dernière main au document régional et aux recommandations.

15. A toutes les réunions régionales tenues dans les régions en développement, on a souligné la nécessité de poursuivre, à l'échelon national, régional et inter-régional, les activités préparatoires, en particulier les séminaires, jusqu'aux troisième et quatrième sessions du Comité préparatoire et jusqu'à la Conférence elle-même. Des résolutions en ce sens ont été adoptées à l'unanimité aux réunions d'Amman, du Caire et de Panama (voir l'annexe). La poursuite des préparatifs a été jugée d'une importance capitale, eu égard, particulièrement, à la décision 1978/60 prise par le Conseil économique et social à sa deuxième session ordinaire de 1978 de reporter la troisième session du Comité préparatoire à la période allant du 22 janvier au 2 février 1979. Afin d'éviter tout retard dans la programmation des autres activités nécessaires à la Conférence, l'Assemblée générale a été priée de prendre, à sa trente-troisième session, les mesures appropriées pour dégager les ressources nécessaires à la poursuite du programme.

1/ Voici les cotes des rapports relatifs à ces réunions régionales : pour la CEE : A/CONF.81/PC/14; pour la CESAP : A/CONF.81/PC/15; pour la CEA : A/CONF.81/PC/17; pour la CEAO : A/CONF.81/PC/18.

IV. SYNTHÈSE DES DOCUMENTS NATIONAUX ET RÉGIONAUX :
ELABORATION DE L'AVANT-PROJET ET DU PROJET DE
PROGRAMME D'ACTION

16. A sa seconde session, le Comité préparatoire de la Conférence a décidé qu'une esquisse provisoire du programme d'action serait établie compte tenu des apports nationaux et régionaux reçus en temps opportun et soumise au Comité à sa troisième session, tandis qu'un projet de programme d'action, consistant en une synthèse des propositions d'action présentées par les gouvernements dans les communications nationales et les rapports des réunions régionales serait présenté à la quatrième session du Comité préparatoire 2/.

17. Après avoir examiné le rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement des préparatifs de la Conférence, le Conseil économique et social, à sa deuxième session ordinaire de 1978, par sa résolution 1978/70, en date du 4 août 1978, a prié le secrétaire général de la Conférence de transmettre à l'Assemblée générale, pour examen à sa trente-troisième session, l'avant-projet de programme d'action en même temps que le rapport intérimaire établi par le Secrétaire général au titre du point 70 de l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée pour ladite session. Le Conseil a également demandé au Comité préparatoire de la Conférence de prendre soigneusement en considération, à sa troisième session, les questions de fond, en particulier le projet de programme d'action dont s'occupera la Conférence, en gardant présents à l'esprit les principes du nouvel ordre économique international.

18. A la suite de ces décisions, le secrétaire général de la Conférence a établi un avant-projet de programme d'action, en s'inspirant des 86 documents nationaux (A/33/303) et des quatre documents régionaux (A/33/303/Add.1) reçus au 28 août. Si encourageant que soit le nombre des documents présentés à cette date, il en reste encore beaucoup à recevoir et à analyser. En outre, la documentation en provenance des régions n'est pas encore complète.

19. Avant que le Conseil économique et social n'adopte sa résolution 1978/70, le Comité préparatoire avait l'intention d'examiner l'avant-projet de programme d'action à sa troisième session. Un projet de programme d'action, élaboré en tenant compte de l'examen de l'avant-projet par le Comité, devait ensuite lui être soumis à sa quatrième session. Au lieu de cela, conformément à la résolution 1978/70 du Conseil, le projet de programme d'action sera présenté au Comité préparatoire à sa troisième session (qui doit se tenir du 22 janvier au 2 février 1979), après qu'il aura été examiné par l'Assemblée générale à sa trente-troisième session. Il est prévu que la quatrième session du Comité préparatoire se tiendra du 7 au 18 mai 1979.

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément No 43 (A/33/43 et Corr.1), annexe II, décision 4 (II), sect. II et III.

V. COOPERATION AVEC DIVERS SERVICES DU SECRETARIAT DE L'ONU,
L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE ET D'AUTRES
ORGANISMES ET PROGRAMMES INTERESSES DES NATIONS UNIES

20. Ainsi que l'a souligné le secrétaire général de la Conférence dans des rapports précédents, la Conférence ne doit pas être considérée comme un événement isolé, mais plutôt comme élément d'une action plus large destinée à concrétiser les principes adoptés pour l'instauration du nouvel ordre économique international.

21. Aussi, les relations de travail très étroites établies entre le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et le secrétaire général de la Conférence ont été très fructueuses, grâce à l'orientation générale que le Directeur général a su donner à son action, dans l'esprit que l'on vient d'indiquer, et aux conseils qu'il a donnés sur des questions précises touchant la Conférence.

22. Le secrétariat de la Conférence bénéficie du concours de divers services du Secrétariat de l'ONU, et notamment du Département de l'administration et de la gestion, du Département des conférences et du Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales. Le Secrétariat collabore aussi constamment avec le Centre de l'information économique et sociale du Service de l'information.

23. Le Département des affaires économiques et sociales internationales collabore sans réserve avec le secrétariat de la Conférence, qui dispose en permanence des services de deux fonctionnaires du Bureau de la science et de la technique; le Bureau a l'occasion d'apporter sa contribution aux activités relatives à la Conférence en assurant le secrétariat du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement.

24. Le Comité consultatif continue à offrir ses conseils au secrétaire général de la Conférence et, à sa vingt-quatrième session, tenue à Genève du 31 juillet au 11 août, il a mis la dernière main à deux rapports relatifs à la Conférence. Le premier porte sur les obstacles à l'application de la science et de la technique au développement des pays en développement; il a été élaboré comme suite à la demande faite par le Conseil économique et social dans sa résolution 1978/5 et doit être présenté au Comité préparatoire à sa troisième session. Le second document, qui traite de la formulation d'une politique harmonisée de la science et de la technique pour les programmes entrepris au sein de l'Organisation des Nations Unies, a été établi à l'intention du Comité de la science et de la technique au service du développement, qui a demandé qu'il soit également soumis pour information au Comité préparatoire. A sa vingt-quatrième session, le Comité consultatif a constitué un Comité directeur chargé de préparer un colloque, qui doit se tenir à Vienne au cours de la semaine précédant la Conférence, sur le thème : "Science, technique et société : impératifs, ambitions et limites de la contribution de la science et de la technique au développement". En outre, en association avec le Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat de l'ONU, le Comité consultatif apporte sa contribution aux réunions et séminaires relatifs à la Conférence (voir document A/CONF.81/INF.3 et ses versions révisées).

25. Le Comité administratif de coordination (CAC) assure la coordination officielle entre les institutions, programmes et organismes intéressés du système des Nations Unies pour ce qui touche aux préparatifs de la Conférence. Un Groupe de rédaction interorganismes a été chargé d'établir un document d'ensemble décrivant comment leurs programmes respectifs relient la science et la technique au développement socio-économique et à la coopération internationale. Ce document a été adopté par le CAC à sa soixante-douzième session; le CAC a également jugé que ce document, qui sera présenté au Comité préparatoire de la Conférence à sa troisième session, pourrait servir au Comité du programme et de la coordination (CPC) pour l'analyse des programmes des diverses organisations.

26. En outre, les organismes des Nations Unies ont été invités à établir des documents exposant leur position sur des points précis de l'ordre du jour de la Conférence; un certain nombre d'entre eux ont entrepris d'élaborer ces documents d'information, en application de la décision 4 (II) adoptée par le Comité préparatoire à sa deuxième session.

27. Par ailleurs, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) ont, soit mis des fonctionnaires à la disposition du secrétariat de la Conférence à New York, soit désigné des agents de liaison. En outre, des institutions spécialisées se sont fait représenter à des réunions et séminaires entrant dans le cadre des préparatifs de la Conférence, ou ont participé à leur organisation.

28. En outre, l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement a pris des dispositions pour que les représentants résidents participent à la coordination des apports des fonctionnaires locaux des autres organismes intéressés du système des Nations Unies, et encouragent ces derniers à participer activement aux préparatifs nationaux.

VI. COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES
EXTERIEURES AU SYSTEME DES NATIONS UNIES

29. Les contacts avec les organisations intergouvernementales extérieures au système des Nations Unies se poursuivent et s'élargissent afin que soit assurée l'entière participation de ces organisations aux préparatifs de la Conférence, conformément aux résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et du Comité préparatoire de la Conférence. On trouvera ci-après deux exemples, parmi d'autres, des mesures prises par les organisations intergouvernementales en ce qui concerne les préparatifs de la Conférence.

30. La neuvième Conférence islamique des ministres des affaires étrangères, réunie à Dakar en avril 1978, a décidé de convoquer une conférence scientifique qui groupera ses Etats membres et aura pour but d'élaborer un document de travail définissant une position commune, dont sera saisie la Conférence (voir A/33/151, annexe III, p. 5).

31. Par ailleurs, conformément à l'esprit de la décision 1 (I) prise par le Comité préparatoire à sa première session 3/, la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue à Belgrade en 1978, a décidé (A/33/206, annexe I, par. 195 k) et annexe II, par. 22) d'organiser une réunion des représentants de tous les pays en développement entre la quatrième session du Comité préparatoire et la Conférence elle-même. Le but de cette réunion sera l'adoption d'une position commune sur les questions de fond qui seront examinées à Vienne.

32. Un certain nombre d'organisations intergouvernementales ont participé aux réunions et séminaires consacrés aux préparatifs de la Conférence et, dans certains cas, y ont apporté une contribution financière. De même, ces organisations ont invité des membres du secrétariat de la Conférence à assister à des réunions ayant pour thème des questions de fond devant être examinées par la Conférence.

3/ Ibid., trente-deuxième session, Supplément No 43 (A/32/43), annexe II,
par. 10.

VII. COOPERATION AVEC LES MILIEUX SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

33. Le secrétaire général de la Conférence continue à promouvoir la coopération avec les milieux scientifiques et techniques aux niveaux national, régional et mondial en participant à des réunions, discussions et réunions d'information bilatérales organisées par des gouvernements ou des organismes privés et en fournissant de la documentation et des informations aux particuliers et aux organisations intéressés.

34. Dans le but d'encourager la participation des organisations qui seraient à même d'apporter une contribution constructive à la Conférence conformément au paragraphe 13 de la résolution 31/184 de l'Assemblée générale, le secrétariat de la Conférence entretient des relations de travail étroites avec la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social. Le Comité de cette conférence chargé de la science et de la technique au service du développement prend actuellement les dispositions nécessaires pour que des activités appropriées soient menées parallèlement à celles des troisième et quatrième sessions du Comité préparatoire et de la Conférence elle-même. Des représentants du secrétaire général de la Conférence ont assisté à une réunion tenue à New York par la Conférence des organisations non gouvernementales du 25 au 29 septembre 1978 afin d'étudier la forme et le contenu d'un document qu'elle soumettra à la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence. D'autres réunions d'organisations s'intéressant à la Conférence sont énumérées dans le document A/CONF.81/INF.3 et ses versions révisées.

35. Le secrétaire général de la Conférence sera également représenté à un colloque qui se tiendra à Singapour en janvier 1979 sur le thème de la science et de la technique au service du développement. Ce colloque sera organisé par une association réunissant 17 organisations scientifiques internationales à l'initiative du Conseil international des unions scientifiques.

36. Voici un exemple qui illustre bien la façon dont les gouvernements encouragent la participation des milieux scientifiques et techniques aux préparatifs de la Conférence :

Le Comité d'Etat pour la science et la technique du Conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques patronnera un colloque international qui se tiendra à Tallin (URSS) du 8 au 12 janvier 1979, et qui aura pour thème "les tendances et perspectives de l'évolution de la science et de la technique et leur incidence sur la solution des problèmes mondiaux contemporains".

37. De plus, le secrétariat de la Conférence est en contact étroit avec des représentants officiels de l'Institut pour le développement, de Vienne, qui est le point de convergence des activités des organisations non gouvernementales dans le pays hôte.

/...

VIII. LA SCIENCE, LA TECHNIQUE ET L'AVENIR (POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR
PROVISOIRE DE LA CONFERENCE)

38. Des dispositions ont été prises avec un certain nombre de spécialistes pour qu'ils participent à la rédaction du rapport d'experts prévu par le point 4 de l'ordre du jour provisoire de la Conférence, conformément aux directives générales relatives au rapport qui ont été élaborées par une réunion d'experts tenue à Genève du 21 au 25 novembre 1977. Les textes rédigés par les spécialistes, une fois unifiés, constitueront le rapport destiné à la Conférence.

39. Un certain nombre de réunions mentionnées dans le présent rapport et convoquées par des gouvernements ou des organisations non gouvernementales aborderont vraisemblablement la question qui fait l'objet du point 4 de l'ordre du jour provisoire de la Conférence et le secrétaire général de la Conférence espère que les rapports de ces réunions seront disponibles au moment où se tiendra la Conférence; ils seront considérés comme des contributions à l'étude des thèmes relevant du point 4, sans toutefois être intégrés au rapport d'experts.

IX. CONCLUSION

40. Dans sa résolution 1978/70, le Conseil économique et social a prié l'Assemblée générale d'examiner à sa trente-troisième session l'avant-projet de programme d'action destiné à la Conférence, avant la présentation du projet de programme à la troisième session du Comité préparatoire.

41. A sa trente-troisième session, l'Assemblée générale souhaitera peut-être prendre des mesures visant à donner effet aux résolutions adoptées par les Etats Membres au cours des réunions préparatoires régionales touchant : a) le fonctionnement du réseau de points de convergence; b) la poursuite, à un rythme soutenu, des préparatifs entrepris à tous les niveaux; et c) la fourniture des ressources nécessaires à l'exécution du programme d'activité préparatoire jusqu'au moment de la Conférence.

ANNEXE

Résolutions relatives à la poursuite des préparatifs adoptées
au cours de la deuxième série de réunions préparatoires
régionales organisées en vue de la Conférence des Nations Unies
sur la science et la technique au service du développement

A. Résolution adoptée à Panama le 21 août 1978 lors de la réunion régionale
de la Commission économique pour l'Amérique latine

La Réunion préparatoire régionale pour la Conférence des Nations Unies sur
la science et la technique au service du développement,

Rappelant les dispositions de la résolution 32/115 de l'Assemblée générale,
en date du 15 décembre 1977,

Ayant présente à l'esprit la résolution 2028 (LXI) du Conseil économique et
social, où il est recommandé que la Conférence ait notamment pour objectif
l'adoption de décisions concrètes sur les moyens d'appliquer la science et la
technique lors de l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Considérant que le renvoi à janvier 1979 de la troisième session du Comité
préparatoire de la Conférence risque de provoquer une interruption des activités
prévues sur les plans budgétaire, financier et administratif, et donc de retarder
les préparatifs de la Conférence,

Considérant la nécessité manifeste de renforcer le rôle des commissions
régionales et de les doter des ressources humaines locales ainsi que des ressources
financières nécessaires pour qu'elles puissent mener à bien leurs activités dans
le domaine de la science et de la technique, qui sont un élément indispensable des
préparatifs de la Conférence,

Invite l'Assemblée générale, à sa trente-troisième session, à prendre, après
examen, les décisions qui s'imposent sur :

- a) Le rapport analytique du secrétaire général de la Conférence sur l'état
d'avancement des préparatifs de la Conférence;
- b) Le règlement intérieur provisoire et les procédures de la Conférence; et
- c) L'allocation des fonds nécessaires à l'exécution intégrale des activités
nationales, régionales et interrégionales prévues pour l'organisation de
la Conférence, en particulier des activités régionales prévues par les
réunions régionales.

B. Résolution adoptée au Caire le 29 août 1978 lors de la Réunion préparatoire régionale organisée par la Commission économique pour l'Afrique

La Réunion préparatoire régionale pour la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement,

Rappelant les dispositions des paragraphes 4, 5 et 6 de la résolution 32/115 de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1977,

Considérant que le renvoi à 1979 de la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence entraînera des difficultés d'ordre administratif, financier et budgétaire qui retarderont la programmation des activités préparatoires encore nécessaires pour la Conférence,

Considérant également la nécessité reconnue de renforcer le rôle des commissions régionales et de mettre à leur disposition les ressources financières et humaines nécessaires pour qu'elles puissent développer encore les activités qu'elles ont entreprises dans le domaine de la science et de la technique à titre de contribution aux préparatifs de la Conférence,

1. Prie l'Assemblée générale, lors de sa trente-troisième session, de prendre des décisions, après les avoir dûment examinées, sur :

- a) Le rapport analytique du secrétaire général de la Conférence sur l'état d'avancement des préparatifs de la Conférence;
- b) La question de l'allocation des fonds nécessaires à la réalisation intégrale des activités nationales, régionales et interrégionales prévues par le secrétaire général de la Conférence;

2. Prie instamment tous les Etats de prendre toutes les dispositions voulues pour être en mesure de contribuer véritablement aux préparatifs de la Conférence et de continuer à aider au maximum le secrétaire général de la Conférence à s'acquitter du rôle de coordination qui lui a été assigné en vertu du paragraphe 7 de la résolution 32/115 de l'Assemblée générale.

C. Résolution adoptée à Amman le 14 septembre 1978 lors de la Réunion préparatoire régionale organisée par la Commission économique pour l'Asie occidentale

La Réunion préparatoire régionale pour la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement,

Rappelant les dispositions des paragraphes 4, 5 et 6 de la résolution 32/115 de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1977,

Considérant que le renvoi à 1979 de la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence retardera la programmation des activités encore nécessaires pour la préparation de la Conférence,

Considérant également la nécessité reconnue de renforcer le rôle des commissions régionales et de leur fournir, ainsi qu'au secrétariat de la Conférence, les ressources financières et humaines nécessaires pour qu'elles puissent développer encore les activités qu'elles ont entreprises dans le domaine de la science et de la technique à titre de contribution aux préparatifs de la Conférence,

1. Prie l'Assemblée générale, lors de sa trente-troisième session, de prendre des décisions, après les avoir dûment examinées, sur :

- a) Le rapport analytique du secrétaire général de la Conférence sur l'état d'avancement des préparatifs de la Conférence;
- b) La question de l'allocation des fonds nécessaires à la réalisation intégrale des activités nationales, régionales et interrégionales prévues par le secrétaire général de la Conférence;

2. Prie instamment tous les Etats de prendre toutes les dispositions voulues pour être en mesure de contribuer véritablement aux préparatifs de la Conférence et de continuer à aider au maximum le secrétaire général de la Conférence à s'acquitter du rôle de coordination qui lui a été assigné en vertu du paragraphe 7 de la résolution 32/115 de l'Assemblée générale;

3. Prie le secrétaire général de la Conférence et les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies de prendre les dispositions nécessaires pour que le principe d'une répartition géographique équitable soit rigoureusement respecté, en particulier pour ce qui est des fonctionnaires ayant le rang d'administrateur hors classe ou un rang supérieur, conformément aux dispositions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social à ce sujet.
